

De l'Ordre souverain de Malte

Jean-Marcel Paquette

Volume 23, Number 1 (133), January–February 1981

Le territoire imaginaire de la culture

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/29935ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Paquette, J.-M. (1981). De l'Ordre souverain de Malte. *Liberté*, 23(1), 15–20.

De l'Ordre souverain de Malte

JEAN-MARCEL PAQUETTE*

L'Ordre de Malte, fondé au Moyen Âge pour le service des pèlerins et croisés de Terre Sainte, persiste à exister encore de nos jours et constitue un *État* dans tous les sens du terme. Depuis Napoléon, qui leur enleva l'île de Rhodes, les distingués chevaliers de cet Ordre-État n'ont cependant plus de territoire à se mettre sous les pieds ; l'Ordre vénérable n'en possède pas moins tous les attributs majeurs de la souveraineté, tel celui de déléguer auprès du monde entier, s'il le veut, des sortes d'ambassadeurs. C'est ainsi que sont arrivés parmi nous deux chevaliers damoiseaux, drapés de leur grande cape, rapière au flanc, le panache plus haut que la cervelle et, pour toute lettre de créance, un livre de philosophie. Ils viennent tout bonnement représenter auprès de la bonne tribu québécoise le territoire imaginaire de leur Ordre souverain et fabuleux. Je n'ai pas grande objection à ce genre d'originalité : nous avons plutôt besoin d'un peu de parade, question de nous divertir. Mais voici que la parade tourne à la bouffonnerie, puis à la supercherie. On commence par nous faire les salamalecs d'usage : appel à la liberté, apologie de l'Amérique (laquelle, messieurs les ambassadeurs ?), contrepèteries tordues sur le concept de *culture* — on leur pardonnera, venant de la part d'un État sans territoire, de ne pas savoir que le mot de « culture » peut avoir au moins vingt-cinq sens différents et tout aussi justifiables, selon qu'il est

(1) Jean-Marcel Paquette est professeur au Département des Littératures de l'Université Laval. Il est l'auteur du *Joual de Troie* et de *Jacques Ferron malgré lui*, deux essais parus respectivement en 1973 et en 1978 (Éditions du Jour, et Éditions Parti Pris).

utilisé en contexte d'agronomie, d'anthropologie, d'ethnologie ou de sociologie : il suffit de lui en donner un seul, auquel on s'en tient dans le corps d'un même discours, question de se faire comprendre.

Une fois entendu ce long protocole, plutôt bancal mais somme toute inoffensif, les grandes manœuvres commencent : les chevaliers damoiseaux ambassadeurs de l'Ordre-État souverain et fabuleux de Malte se mêlent de s'ingérer dans les affaires intérieures et par trop sérieuses de la liberté humaine. Les masques soudain tombent : les chevaliers se révèlent n'être plus que de minables ambulanciers Saint-Jean, tout juste bons à servir de brancardiers à un régime politique agonisant. Car toute cette argumentation philosophique préliminaire, tout cet emberlificotage pseudo-critique, tout cet appareil de séduction n'était en réalité mis en place que pour parvenir à une fin : faire le procès de l'idée même d'*indépendance*, qui est pourtant un autre nom de la liberté. Et sous quelle accusation, croyez-vous ? Rien de plus que la peur paranoïde du Parti québécois (d'ailleurs jamais nommé) : « Le bon Québec nationaliste qu'en certains cabinets on nous prépare ressemble à s'y méprendre à ce pays idyllique et pastoral que nous présentait encore au début du siècle Lionel Groulx » (p. 118). Et je suppose que ce sera infiniment plus amusant dans les cabinets de l'ayatollah Ryan, n'est-ce pas, messires les ambassadeurs ? Il faut être absolument hystérique, ou tout à fait de mauvaise foi, ou totalement ignorant pour écrire une phrase comme celle qui vient d'être citée, qui n'est pas la pire et qui est le centre de ce que nos philosophes appellent « l'impensé ».

Voici vingt ans que je crois lutter pour l'indépendance du Québec *parce que* je mets au-dessus de tout l'idée de liberté, qu'il me semble impossible de vouloir entretenir en soi-même si on ne la désire pas *aussi* pour la société ; voici vingt ans que je crois lutter pour l'indépendance *parce que* précisément je suis un *internationaliste* et qu'il me pèse de nous voir nous épuiser depuis deux siècles dans le folklore de nos petites besognes mesquines alors que nous pourrions atteler nos peines à d'autres tâches plus créatrices. Messires les ambassadeurs, sachez en conséquence que les indépendantistes n'ont aucune leçon à recevoir de quiconque, rapport à la liberté ! Aucune formation politique, au pouvoir ou dans l'opposition, n'aura autant défendu les libertés

individuelles et collectives (celles-là inconcevables sans celles-ci) que l'équipe qui nous gouverne actuellement à Québec. Quel accroc à la liberté comparable à la loi des mesures de guerre, à la violation du courrier personnel, à l'incarcération sans mandat, au pillage des locaux d'associations légalement constituées, à la matraque policière (tous crimes fédéraux commis sous le règne du Tsar de tous les Canadas) pourriez-vous imputer sérieusement au gouvernement actuel ? Et contrairement à ce que vous soutenez, y a-t-il eu depuis quatre ans chez les représentants autorisés une seule allusion à la possibilité même d'enfreindre la légitimité de l'ordre fédéral sans le consentement de la conscience et de la volonté générales ? Alors qu'à Ottawa, au mépris de la légitimité et de l'avis des constitutionnalistes les plus crédibles (eux-mêmes fédéralistes), le gouvernement fédéral a violé sa propre constitution pas moins de 96 fois en 113 ans ! Alors que j'entends à l'instant même où j'écris, Claude Ryan contester la légitimité d'un gouvernement légalement élu, sous prétexte qu'il vient de gagner onze élections partielles — drôle de respect de la légitimité ! Qu'ils le veuillent ou non (et je suis plutôt sûr qu'ils le veulent), nos ambassadeurs de l'Ordre sont les complices objectifs, sinon les alliés de la pire racaille répressive que nous ayons connue dans notre histoire. Sans doute ne sont-ils pas précisément innocents lorsqu'ils nous lancent un appel à oublier « l'histoire » — car c'est souvent la conscience qu'on a d'icelle qui rend libre, comme le veut le maître dont nos philosophes se réclament : « L'homme de l'avenir sera celui qui aura la mémoire la plus longue » (Nietzsche).

J'ai toujours pensé que le mot d'*idéologie* était l'un des plus astucieux pièges linguistiques du monde contemporain : on s'attend, à cause de la formation du mot, à voir l'*idéologie* apparaître dans les *idées* — voici qu'elle se manifeste dans des *sentiments*. Les chevaliers Morin et Bertrand, tout philosophes qu'ils soient, n'ont pas d'*idées* : ils n'ont que des *opinions*, c'est-à-dire des *sentiments*. Ce à quoi je n'ai aucune objection — mais qu'on me laisse avoir les miennes, fussé-je seul, fussé-je mille, sans m'asséner l'anathème de la réflexion philosophique. À la rigueur, si l'on tient à faire appel à la philosophie, qu'on sache qu'il y a plus de cohérence logique à vouloir la liberté *à la fois* dans les individus et dans les sociétés qu'à s'en farcir égoïstement le *moi* et, pour ce qui est des sociétés, se faire l'apologiste de leur servitude, que

nos chevaliers ont la haute générosité d'esprit de qualifier de « dépendance positive ». Il n'y a pas de *dépendance positive*, ni pour les sociétés, ni pour les êtres qui la composent. Et ce que nous couvrons d'ordinaire du mot d'*interdépendance* renvoie à une autre réalité où il y a d'abord *indépendance*, qui est constitutive de la reconnaissance des rapports à l'autre. Nous n'avons pas attendu les décrets de l'Ordre pour penser cette problématique : elle est constante dans la réflexion indépendantiste depuis le début des années 60 (cf. Aquin, Leclerc, Miron, Godbout). La « dépendance positive » des sociétés mène nécessairement à la « dépendance (pourquoi pas « positive » ?) des individus, anti-chambre du totalitarisme qui est pourtant la crainte bleue de nos chevaliers — or c'est leur logique qui y mène tout droit, pas l'autre (la nôtre) qui place inconditionnellement la liberté dans l'homme et dans la société qu'il forme lorsqu'il est nombreux.

Et quand ils s'indignent comme des vieilles filles en pleurs contre l'étroitesse d'esprit de certains « nationalistes », qu'ils apprennent qu'ils n'ont pas le monopole de l'indignation et que la famille indépendantiste est assez nombreuse et diversifiée pour trouver à l'intérieur d'elle-même ses contradicteurs — c'est d'ailleurs ce qui fait sa santé démocratique. A-t-on déjà vu de soi-disant apologues de la liberté, criant à fendre leur pauvre âme l'urgence de « penser l'impensé », se mettre du même coup au service rampant du *statu quo* ? Après tout, comme il n'y a plus guère de pèlerins ni de croisés, il faut bien que des chevaliers empanachés se mettent au service de quelque chose ! La contradiction est trop criante pour ne pas révéler à sa jointure l'évidence de la mauvaise foi — ou de la bonne conscience. Et leur service, ils le mettent à la défense de la veuve et de l'orphelin, c'est-à-dire de la Confédération. Écoutons-les plutôt dans leur logique de philosophes : « Le droit qui nous gouverne n'a pas été inventé de toutes pièces à un moment donné pour servir des fins particulières, puisque pour l'essentiel il procède du droit britannique » (p. 150). Ainsi donc le droit britannique a remplacé Dieu : du seul fait qu'il soit britannique il ne peut pas être remis en cause, ô commencement de la sagesse ! Voilà bien l'endroit où un peu d'histoire ne ferait pas de mal...

Et puis, il est assez symptomatique que le seul mot scandaleusement et significativement absent de ce livre où il y en a par ailleurs déjà trop, soit précisément le mot de *démocratie*. Il est

vrai que ce mot renvoie à un mode de règlement de la liberté humaine qui doit avoir peu cours lors des chapitres généraux du saint Ordre souverain et sans territoire. Mais on en prend note...

La culture, nous l'avons vu, sert ici de paravent à un projet politique, ou plutôt contre-politique puisqu'il consiste à faire abdiquer toute vision sensée de la liberté dans sa pratique la plus générale. Lorsque nos chevaliers se mêlent de réfuter le projet politique de l'indépendance par la preuve de la culture, cela donne lieu à des énoncés où bourgeonnent les présupposés et les préjugés les plus grossiers. Un exemple : « Et si pour tout dire, notre idéal n'était autre que de constituer en ce continent quelque petit Danemark, quelque petite Hollande qui n'évoquent plus à notre mémoire que quelques attributs folkloriques : fromages, sabots, moulins à vent ? » Eh bien, mes petits chevaliers, vous avez la mémoire bien malade ! La peinture hollandaise et les débuts de la grande polyphonie occidentale, connaissez ? Kierkegaard, Bohr, Hjemlev, Andersen, connaissez ? Si vous ne connaissez pas, il vous est interdit de parler de culture ! Et puis vos exemples sont bien inconséquents par rapport à votre volonté de protéger les « chères libertés individuelles », puisque vous invoquez précisément les deux pays d'Europe (et du monde) où les libertés individuelles sont les mieux protégées et respectées. Voilà qui promet pour la fameuse « culture plurielle » dont nos philosophes se font les promoteurs ! En fait, elle n'est qu'un mot qui cache une intolérance assez inquiétante à l'égard du seul projet culturel fertile et créateur qui soit né sur notre territoire depuis deux cents ans : celui de l'indépendance, c'est-à-dire de la liberté même, ouverte à tous ses champs d'exercice.

On a envie de demander à nos ambassadeurs de Malte : « Où voulez-vous en venir, à la fin ? » Mais ce n'est pas une question à poser à des ressortissants d'un État sans territoire...

Qu'est-ce donc, à la fin, que ces philosophes qui parlent de « pensée libre » et qui font la leur plutôt autoritaire, où il n'y a nulle place pour le doute qui, après tout, est le commencement de la pensée comme de la liberté ? Ils en appellent à la liberté de « penser l'impensé » et on les surprend à penser l'impensable : la « dépendance positive ». Non satisfaits de transformer le territoire en imaginaire, nos damoiseaux transforment le savoir en science-fiction.

On pourra regretter que le double auteur, ayant occupé ses quatre mains à soutenir en l'air le fameux territoire imaginaire de sa culture, n'ait plus eu assez de liberté pour rédiger son livre autrement qu'avec ses deux pieds gauches. Je ne doute pas un instant qu'il doit s'agir de deux garçons assez sympathiques dans le privé, mais, grands dieux du ciel, qu'ils enlèvent donc leur panache ! C'est fini depuis longtemps, la croisade, il me semble. Les plumes dudit panache pourraient toujours leur servir à apprendre à écrire : c'est le commencement même de la culture et de l'imagination, avec ou sans territoire...